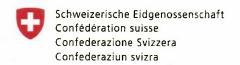


CH-3003 Berne, ESBK

Recommandé Inconnu Domicile inconnu Pour publication dans la Feuille fédérale



N° de référence: ESBK-A-33DB3401/2

Berne, le 5 février 2025Tél. +41 58 463 12 04
Fax +41 58 463 12 06

La Commission fédérale des maisons de jeu

décerne le présent

mandat de répression n° 62-2023-016/01/

dans la procédure pénale administrative n° 62-2023-016 dirigée contre

, domicile in-

sous la prévention de violation de la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent (LJAr ; RS 935.51),

conformément à l'art. 130 al. 1 let. a LJAr, aux art. 2, art. 62 ss et 94 ss de la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif (DPA; RS 313.0), aux art. 2, art. 34 ss, art. 42, art. 44 ss, art. 47 ss et art. 71 du Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (CP; RS 311.0), ainsi que sur la base du procès-verbal final du 7 janvier 2025.

Il est décidé :

- 1. e est reconnu coupable d'exploitation de jeux de casino (poker), comme coauteur avec sion nécessaire, dans un local durant la période du 15 février 2021 au 9 décembre 2022, par l'exploitation de 40 soirées de poker durant lesquelles les mises par soirée et par joueur pouvaient atteindre plusieurs milliers de francs.
- 2. est condamné à une peine pécuniaire de 103 joursamende, le montant du jour-amende étant fixé à CHF 60.00, pour un montant total de CHF 6'180.00.
- 3. L'exécution de la peine pécuniaire est suspendue et le délai d'épreuve est fixé à deux ans.
- 4. est condamné à payer une créance compensatrice de CHF 2'200.00 à la Confédération.
- 5. Il est constaté que le principe de célérité a été violé.
- 6. La présente décision est inscrite au casier judiciaire.
- 7. e est condamné à supporter sa part des frais de procédure par CHF 1'832.50 (émoluments de décision CHF 1'652.50, émoluments de chancellerie CHF 180.00).
- 8. La présente décision est notifiée par publication dans la Feuille fédérale.
- 9. La présente décision est communiquée après son entrée en force au :
 - Casier judiciaire suisse

Voies de droit :

L'intéressé peut faire opposition contre ce mandat de répression dans les 30 jours suivant sa notification (art. 67 DPA). Les écrits sont remis à l'autorité, à son adresse, à un bureau de poste suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse le dernier jour du délai au plus tard (art. 21 PA). L'opposition est adressée par écrit à l'administration qui a rendu l'ordonnance attaquée, en l'occurrence la Commission fédérale des maisons de jeux (CFMJ), Eigerplatz 1, 3003 Berne. L'opposition doit énoncer des conclusions précises et les faits qui les motivent ; les moyens de preuve doivent être indiqués et, autant que possible, joints au mémoire (art. 68 DPA).

A la requête ou avec l'assentiment de l'opposant, l'administration peut traiter l'opposition comme demande de jugement par le tribunal (art. 71 DPA).

La créance compensatrice et les frais de procédure sont à régler dans les 30 jours suivant l'entrée en force de la présente décision. Une facture sera envoyée à cet effet.

Si la peine pécuniaire a été prononcée avec sursis, elle ne doit pas être payée pour le moment. Si le condamné subit la mise à l'épreuve avec succès, il n'exécute pas la peine prononcée avec sursis (art. 45 CP).

Une peine prononcée avec sursis ou avec sursis partiel doit être exécutée (art. 46 al. 1 ou al. 4 CP) :

- si le condamné commet un crime ou un délit pendant la durée de la mise à l'épreuve ;
- si le condamné se soustrait à l'assistance de probation ou viole les règles de conduite.

Commission fédérale des maisons de jeu (CFMJ)

Fabio Abate Président